



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique et réglementation

Question au Gouvernement n° 246

Texte de la question

COMPÉTITIVITÉ

M. le président. La parole est à Mme Annick Lepetit, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Annick Lepetit. Monsieur le Premier ministre, hier, Louis Gallois remettait le rapport que vous lui aviez commandé ; aujourd'hui, vous nous présentez le pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi qui s'en inspire largement. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Le constat est partagé par tous : la France a reculé dans bien des domaines après dix ans de gouvernements de droite. C'est pour cela qu'il y a urgence à agir afin de sortir de la spirale du déclin.

Les lois votées ces derniers mois, que ce soit en matière de finances de l'État ou de budget de la sécurité sociale, ont déjà permis de replacer l'économie de la France sur de bons rails. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe UMP.*)

Alors, vous avez raison d'aller plus loin, monsieur le Premier Ministre, et de nous présenter une stratégie globale pour reconstruire notre compétitivité, relancer la croissance et créer des emplois.

Vous n'êtes pas dans les effets d'annonce, mais dans le concret. Vous traitez toutes les dimensions du problème, que ce soit le soutien aux projets innovants, aux PME, à l'exportation, ou encore la montée en gamme des produits et le renforcement de la formation professionnelle. On est bien loin de l'enterrement du rapport Gallois prophétisé par quelques esprits chagrins.

Oui, chers collègues de l'opposition, la compétitivité était pour vous un sujet de dissertation ; elle est pour nous un levier d'action que nous plaçons au service de nos concitoyens. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Mme Claude Greff. Ce n'est pas vrai !

M. Claude Goasguen. C'est incroyable !

Mme Annick Lepetit. Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous expliquer comment le nouveau modèle français que vous proposez va redresser l'économie de notre pays dans la justice et la solidarité ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Madame Lepetit, vous avez raison de replacer les décisions qui sont prises aujourd'hui dans une cohérence d'ensemble. Nous sommes en effet en train de répondre à un déficit qui est à la fois un déficit de croissance - la croissance française est trop faible -, un déficit de crédibilité,...

M. Christian Jacob. De crédibilité, ça, c'est sûr !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. ...notamment de crédibilité budgétaire car on nous a laissé des déficits supérieurs à 5 %, et un déficit de compétitivité comme l'a montré le rapport Gallois dont la partie diagnostic devrait constituer pour tous une base pour comprendre ce que la France doit maintenant faire.

Depuis son arrivée aux responsabilités, le Gouvernement s'attaque à tous ces déficits à la fois. Aujourd'hui, nous en sommes à la troisième étape d'une stratégie qui est une stratégie d'ensemble.

M. Christian Jacob. Tout le monde le sait : vous êtes de grands stratèges !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. D'abord, nous avons voulu faire en sorte que le sérieux budgétaire soit respecté dans ce pays : c'était une nécessité. C'est une question de crédibilité et de qualité de la signature. Je suis fier

que nous puissions emprunter à des taux bas, ce qui est bon à la fois pour l'État et pour nos entreprises. Ensuite, nous avons voulu réorienter la construction européenne, faire en sorte que l'Europe parle désormais de croissance, qu'elle soit capable de parler d'union bancaire. Enfin, nous nous attaquons maintenant à ce grand défi qui est celui de la compétitivité avec un effort sans précédent qui concerne aussi bien la compétitivité hors coût que la compétitivité-coût. Sur cette base, ce que nous ferons, c'est créer des emplois. La mesure annoncée par le Premier ministre créera plusieurs centaines de milliers d'emplois, elle permettra d'élever le PIB pendant ce quinquennat. Nous voulons reconquérir la croissance, nous voulons reconquérir l'emploi et nous le faisons dans la justice. C'est cette démarche-là que les Français comprennent, quelles que soient sur ma droite les vociférations ou les plaintes. Nous avons un cap, nous avons une cohérence, et c'est ainsi que nous allons réussir.
(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)
M. Guy Geoffroy. Il n'y croit pas lui-même !

Données clés

Auteur : [Mme Annick Lepetit](#)

Circonscription : Paris (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 246

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 novembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [7 novembre 2012](#)